

# La Caselle Enchênée



Association de Sauvegarde  
De  
l'Environnement du Pays  
De  
Lalbenque

## L'affaire du poulailler : suite et fin

Durant les soubresauts du printemps arabe que nous avons connus au début de l'année 2011, Lalbenque a connu son printemps gallinacé ! Un printemps moins dramatique, qui n'a fait aucun mort, mais qui a beaucoup divisé les esprits. Rappelons rapidement les faits : le 25 mars dernier, la mairie de Lalbenque a autorisé la construction d'un poulailler pouvant élever, à terme, 12 000 poulets. Un élevage « label rouge » avec nourriture de meilleure qualité que pour le poulet bas de gamme et qui oblige le porteur de projet à sortir ses poulets sur une surface d'un hectare. L'emplacement autorisé se situe en bordure de la route qui va de Lalbenque à Fontanes.

Notre association qui, je le rappelle, a pour vocation première la défense de l'environnement et la qualité de la vie, ne pouvait pas rester les bras croisés face à ce projet. Qu'aurait-on dit si l'ASEL n'avait pas réagi devant ce projet qui était en parfaite contradiction avec les objectifs du PLU de Lalbenque ? Ce dernier indique qu'on ne pourra plus désormais construire des bâtiments agricoles n'importe où, en rase campagne, mais uniquement à proximité immédiate de l'exploitation ou dans un voisinage proche. Or ce poulailler se trouve à 250 mètres de la ferme, sur une commune différente du siège de l'exploitation et en bordure d'une route passagère, dans un paysage jusqu'alors totalement vierge de bâtiments agricoles. Quand le poulailler sera construit, il apparaîtra totalement isolé car, du lieu d'implantation, on ne voit pas la ferme dont il dépend. L'esprit du PLU, à nos yeux, n'était manifestement pas respecté puisqu'il était censé lutter contre le mitage du territoire de la commune par des constructions agricoles.

Telles étaient les critiques essentielles de notre association qui l'a fait savoir au porteur du projet et au maire de Lalbenque. Une pétition demandant au maire de ne pas si-

gner le permis de construire a circulé pendant quelques heures dans les magasins lalbenquois mais, devant les conflits et les disputes engendrés par cette pétition, il fut rapidement décidé de la retirer des différents commerces. La presse s'en est mêlé par la publication de deux articles, l'un dans la Dépêche du Midi et l'autre dans la Semaine du Lot. Pendant plus d'un mois, nous avons hésité à déposer un recours auprès du tribunal administratif pour tenter de faire casser le permis de construire autorisé sur décision du maire de Lalbenque.

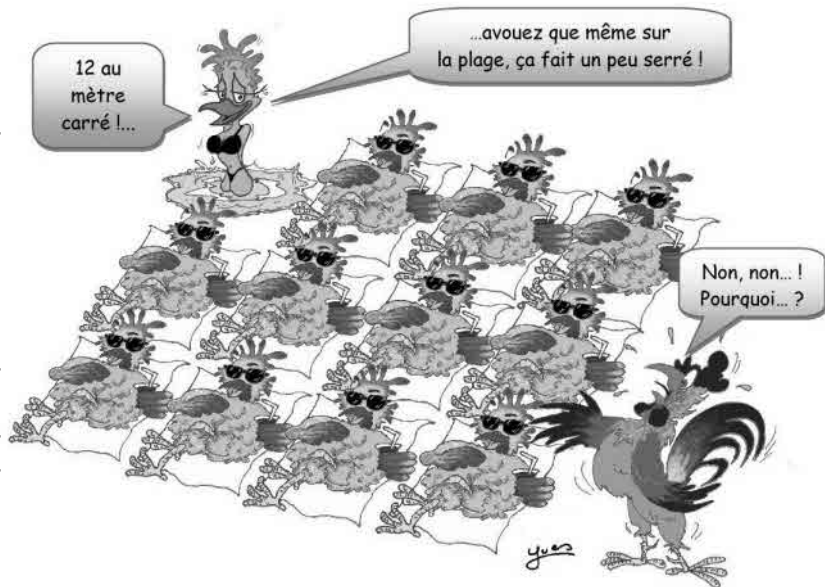
Les esprits se sont échauffés autour de cette question. Les uns nous ont soutenus, les autres nous ont critiqués, nous accusant de porter tort à la liberté de chaque citoyen de créer son entreprise et nous reprochant nos critiques contre un poulailler « label rouge ». Pour la première critique, nous rappelons à nos détracteurs habituels que nous ne vivons pas dans la jungle africaine mais dans un pays où le respect de la législation (lois diverses, code de l'environnement, plan local d'urbanisme...) est la base de notre contrat de vie sociale et que personne n'est en droit de s'y soustraire. Pour la seconde critique, l'ASEL ne pouvait pas applaudir des deux mains devant ce projet « label rouge » qui, s'il représente un progrès indéniable par rapport aux grands poulaillers industriels et leur production de la pire qualité, n'en reste pas moins dans la même logique d'élevage de masse avec une nourriture OGM, une très faible surface de parcours hors poulailler et une concentration de poulets à raison de 12 poulets au mètre carré. C'est dans un tel poulailler qu'on a vu récemment en Vendée 4 000 poulets retrouvés morts à cause du surnombre et de la chaleur excessive !

Après une longue réflexion et les différents contacts avec une avocate spécialisée dans le code de l'urbanisme, notre

association a renoncé à porter l'affaire devant le Tribunal Administratif et l'a fait savoir immédiatement à Joël Calmette, l'exploitant agricole porteur de ce projet. Les travaux vont pouvoir commencer. Quand ils seront finis, nous invitons tous les habitants de la région à passer sur la route de Lalbenque à Fontaines pour apprécier la mise en valeur du paysage que vont représenter ces deux bâtiments de 500 mètres carrés avec leur silo d'approvisionnement en nourriture...en lieu et pla-

ce de la jolie gariotte qu'il y avait autrefois. Nous pourrions en reparler dans un an ou deux, lorsque le poulailler sera en pleine activité. Chacun pourra apprécier à sa juste mesure le spectacle de ces 12 000 poulets en train de « picorer l'herbe verte » dans un parc immonde ( surtout par temps de pluie ) d'où aura disparu toute trace de vie végétale après quelques semaines de piétinement de ces gallinacés.

Daniel Pasquier



Dessin de Yves Poupeau

## Gaz de Schiste : suite

Après quelques mois d'agitation, suite à la découverte de cette épée de Damoclès au dessus de nos têtes (voir *La Cazelle n°22*), il nous semblait nécessaire de faire le point sur ce dossier.

Après une mobilisation sans précédent, qui a rassemblé des citoyens de toutes tendances, le gouvernement a dû faire quelques concessions sous forme d'un texte de loi (*publié le 14 Juillet*) qui interdit la technique de fracturation hydraulique décrite dans notre précédent article.

C'est un très bon point à première vue... Malheureusement, comme on pouvait s'y attendre, notre cher gouvernement à la solde des pétroliers n'allait pas lâcher l'affaire si facilement.

L'entourloupe consiste à n'avoir interdit que la fracturation hydraulique. Or il y a d'autres techniques de fracturation (*pneumatiques notamment*) qui échappent donc à cette loi, alors qu'elles ont les mêmes conséquences écologiques et sanitaires...

**Autant dire que ce texte n'interdit pas grand chose.** D'ailleurs nous serons vite fixés, car les exploitants ont jusqu'au 14 Octobre 2011 pour préciser les techniques d'ex-



ploitation envisagées sur les demandes de permis en cours, ce qui conditionnera l'abrogation de leur permis ou non. Verts et PS ont donc déposé une nouvelle proposition de loi, visant à aller beaucoup plus loin en interdisant purement et simplement l'extraction des ces hydrocarbures non conventionnels, quelles que soient les techniques utilisées.

Saluons les initiatives des diverses mairies du canton qui ont voté une délibération contre l'exploitation des gaz de schiste (Lalbenque, Montdoumerc et d'autres probablement) mais on peut regretter la très faible mobilisation des élus de base du canton à la grande manifestation du 17 avril qui a rassemblé 4000 personnes dans les rues de Cahors. De même, on n'a vu aucun élu de Lalbenque lors de la projection du film « Gasland », le 29 avril, à la salle des conférences de Lalbenque : seul le maire est venu s'excuser en début de projection pour son absence. À suivre...

Arnaud Prochaska

## CARTON VERT

### AU SYDED du LOT

Double carton vert au Syded du Lot qui, dans le souci d'éduquer la population à un tri toujours meilleur de nos déchets, a mobilisé un de ses techniciens, monsieur Sébastien Blanchard, qui passe dans chaque maison pour apprendre à la population à bien trier et répondre à toutes ses

questions. Cette opération a déjà eu lieu dans différents cantons et c'est au tour de Lalbenque de recevoir cette aide précieuse si nous savons en profiter. En collaboration avec le syndicat de collecte et la mairie, ce technicien doit passer dans toutes les familles résidant autour des 16 emplacements de containers où l'on a constaté un tri défectueux, soit par négligence manifeste, soit par mauvaise connaissance des règles élémentaires du tri. L'ASEL soutient bien évidemment cette action et invite la population à faire le meilleur accueil à ce technicien dont la venue sera annoncée par la mairie quelques jours avant son passage.

Notre association tient à féliciter également le SYDED pour la qualité du journal qu'elle publie régulièrement, notamment celui de juillet 2011 qui est remarquable tant par son souci de faire œuvre de pédagogie que par les nombreuses informations qui y sont données, notamment sur le bilan des déchets ménagers dans le LOT durant l'année 2010. On y apprend en outre que la moyenne lotoise de déchets ménagers a été de 547 kilos par habitant répartis de la façon suivante : 32 % dans les déchetteries, 7 % dans les poubelles pour le verre, 16 % dans les poubelles vertes pour être recyclés et 45 % pour les déchets non recyclables.

Par rapport à l'année 2009, on retrouve moins d'ordures ménagères résiduelles ( moins 3,3 % ) et plus de recyclables ( plus 3,6 % ). C'est une bonne nouvelle. La mauvaise nouvelle, c'est que 30 % des poubelles vertes sont refusés dans les trois centres de tri lotois à cause d'un tri défectueux car certains habitants jettent n'importe quoi. Cette négligence contribue à augmenter le prix à la tonne car ces ordures refusées doivent faire un double voyage pour repartir au centre d'enfouissage de Montech, dans le Tarn et Garonne.

Si vous ne l'avez pas encore fait, lisez ce dernier numéro du SYDED ou demandez le en mairie ou en téléphonant directement au SYDED au 05 65 21 54 30.

## CARTON ROUGE

Cela se passait il y a bien longtemps, tellement longtemps que ma mémoire défaille pour réussir à me rappeler la date précise. C'était en tout cas au siècle dernier, lors d'une période électorale où un fringant instituteur, directeur de l'école publique de Lalbenque, brigait la fonction de maire après le long règne de monsieur Enjalbert. Cet instituteur, plein de fougue et d'allant, faisait ses premiers pas dans la vie politique. Il était désireux de rester au plus près de la population pour répondre à ses aspirations. Il avait eu l'excellente idée d'organiser de multiples réunions de quartier, chez les habitants, pour exposer son projet de développement de Lalbenque. Ces réunions avaient connu un franc succès et je me souviens avoir participé avec bonheur à l'une d'entre elles, à Mercadier. Néolalbenquois que j'étais à l'époque, j'avais eu l'agréable surprise d'entendre dans la bouche de notre futur maire, Jacques Pouget, qu'une de ses préoccupations premières, dès son élection, serait de mettre en place des commissions extra-municipales composées à la fois d'élus et de personnes n'appartenant pas au Conseil Municipal, notamment des représentants d'associations locales.

Soucieux, comme beaucoup, d'une véritable vie démocratique au sein de notre village, cette promesse m'avait enchanté et probablement incité à voter les yeux fermés pour ce candidat qui allait faire participer la population aux différents débats par le biais de ces commissions extra-municipales.

pales appelées à émettre des avis sur les questions les plus diverses concernant la vie de la commune. On allait créer des commissions pour l'urbanisme, l'animation culturelle, l'agriculture, l'environnement... J'étais jeune à l'époque et surtout bien naïf : je ne savais pas que, en politique, les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent... Où sont, en 2011, les promesses faites avant le premier mandat de Jacques Pouget, en 1989 ? Qui a vu fonctionner une commission extra-municipale à Lalbenque ? L'article L 2143-2 du Code général des collectivités territoriales permet pourtant la création de ces commissions consultatives qui pourraient avoir un rôle très positif dans la vie de la commune. Elles pourraient émettre des avis transmis ensuite au conseil municipal qui serait seul juge en matière décisionnelle. Si une telle commission de l'environnement avait été mise en place, on aurait peut-être pu éviter tout ce tapage et ce conflit autour du projet de poulailler comme cela s'est produit au printemps dernier.

Alors, monsieur le maire, je sais bien que vos promesses datent d'un siècle qui n'est plus le nôtre, que quatre mandats successifs ont peut-être effacé de votre mémoire vos propos tenus il y a 22 ans, mais l'AS'EL aimerait que ces commissions se mettent en place, tout du moins en ce qui concerne l'environnement. Les membres de notre association aimeraient y participer activement pour être informés des différents projets, donner leur avis et proposer des initiatives mises ensuite en délibération lors des conseils municipaux. N'était-ce pas là un de vos vœux les plus chers quand vous battiez la campagne dans les différents hameaux de la commune, lors de ces rencontres conviviales avec vos concitoyens ? Le réalisme politique vous aurait-il fait changer d'avis... à moins que ce ne soient les quatre casquettes que vous devez changer tour à tour en étant tantôt maire, tantôt président de la communauté de communes, tantôt conseiller général, tantôt responsable des services incendies du département ? Si ma mémoire est bonne – et il semble qu'elle le soit – le non-cumul des mandats était lui aussi une de vos promesses électorales !

Mais tout cela est si vieux ! « Je vous parle d'un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître »... comme chante Charles Aznavour !

Daniel Pasquier

---

## SCIENCE EN FÊTE OU RELIGION DU PROGRÈS ?

À tous ceux qui, après les tremblements de terre à répétition, le tsunami et la catastrophe de Fukushima au Japon, pourraient s'inquiéter pour l'avenir de la planète, La Caselle Enchênée a souhaité apporter un peu de réconfort en reproduisant les heureuses prophéties de deux éminents scientifiques français. Quel dommage, vraiment, alors que les méchants climatologues redoutent dorénavant qu'une

augmentation non plus de 2 mais de 3,5 degrés de la température se profile à l'horizon des 30 années à venir, que ces heureuses prophéties ne se soient pas encore réalisées !

« Pour ne pas laisser entendre que le délire scientifico-technologique serait une exclusivité américaine (...) on se contentera de mentionner deux échantillons d'origine plus locale, des produits du terroir qui illustrent le messianisme scientifique dont des individus très accrédités se font les messagers. Bernard Debré, professeur en médecine, député et ancien ministre, a présenté en ces termes son ouvrage intitulé *La Grande Transgression. L'homme génétiquement modifié* : « *Le processus est déjà en marche. Bientôt les femmes n'auront plus besoin de porter leurs enfants, ni de père pour procréer. Des organes d'animaux attendent partout dans le monde d'être greffés sur des humains. (...) De nouveaux médicaments nous maintiendront jeunes et efficaces bien au-delà de cent ans. Immortels ? Peut-être. L'ordinateur sous-cutané décuplera nos possibilités sensorielles. Puis commencera la mutation totale. On pourra intervenir sur les embryons, les améliorer. Créer la vie. L'Homo scientificus, tout-puissant pour l'éternité, va-t-il concurrencer Dieu ?* » (...) On n'est pas loin non plus de la toute puissance divine avec Yves Coppens, titulaire de la chaire de paléanthropologie au Collège de France (...) « *Qu'on cesse donc de peindre l'avenir en noir ! L'avenir est superbe. La génération qui arrive va apprendre à peigner sa carte génétique, à accroître l'efficacité de son système nerveux, à faire les enfants de ses rêves, à maîtri-*

*ser la tectonique des plaques, à programmer les climats, à se promener dans les étoiles et à coloniser les planètes qui lui plairont. Elle va apprendre à bouger la Terre pour la mettre en orbite autour d'un plus jeune Soleil. Elle va comprendre l'évolution biologique et comprendre aussi que c'est l'éducation qui rend tolérant* ». Pour conclure ce tissu d'âneries fantastiques, en guise d'ourlet, l'éducation à la tolérance, sorte de passementerie humaniste d'autant mieux portée que, comme le bleu marine, elle va avec tout. Sur le fond, quelle indécence ! Parler d'eugénisme comme si l'idée ne soulevait aucun problème, de programmer le climat quand on se révèle impuissant à contrôler le réchauffement planétaire, de maîtriser la tectonique des plaques comme si la génération qui arrive allait décider du mouvement des continents, abolir tsunamis et tremblements de terre. Quant à se promener dans les étoiles et « bouger la Terre », l'abus de substances hallucinogènes n'est pas à exclure, ce qui permettrait de surseoir au diagnostic d'aliénation mentale ».

Ce texte est extrait de l'ouvrage d'Olivier Rey, *Une folle solitude. Le fantasme de l'homme auto-construit* publié aux Éditions du Seuil en 2006. Olivier Rey est chercheur au CNRS, enseignant à l'École polytechnique et à l'Université Panthéon-Sorbonne

Yves Dupont

## Pour une reconversion de la ligne SNCF Cahors - Capdenac



### Nostalgie...

La ligne Cahors - Capdenac, inaugurée en 1886, fut exploitée jusqu'en 1989, soit un peu plus d'un siècle. Elle ressuscita quelques années à des fins touristiques jusqu'en 2003. Depuis, elle est à l'abandon et la végétation l'envahit progressivement.

Ceux qui ont eu la curiosité de l'emprunter à pied auront pu mesurer que c'est un itinéraire de découverte de la vallée du Lot exceptionnel et serein entre route et rivière. Quel dommage de voir ce patrimoine tomber dans l'oubli, alors

qu'il gagnerait à devenir une voie verte ouverte à tous, comme celle de Sarlat.

Car actuellement la seule possibilité de se balader le long de la rivière du Lot, c'est la route, bien trop fréquentée pour y randonner. La reconversion de cette voie ferrée comblerait un cruel manque d'itinéraire piéton ou cycliste le long de la vallée.

Continuer une exploitation ferroviaire serait par trop restrictif, d'autant qu'il en existe déjà une de qualité à Martel. De même en faire un vélo-rail serait une forme de privatisation qui la réserverait à une minorité, avec un « débit » réduit car il est impossible de se croiser.

Ne recommençons pas les erreurs du "Lot navigable" qui a englouti des sommes énormes pour le plaisir d'une minorité, sans que les Lotois n'en profitent.

Le Lot doit se montrer comme une terre généreuse pour ses habitants comme pour les touristes. Offrons leur un itinéraire de découverte à la hauteur de cette ambition.

Arnaud Prochaska

# LYONNAISE DES EAUX

Les deux ou trois articles rédigés en début d'année par la Caselle à propos des tarifs de la Lyonnaise des Eaux ne sont pas restés sans effet. La dernière facture de juin dernier était accompagnée d'une lettre d'information peu habituelle dans nos boîtes à lettre. Une lettre d'information, bien faite, qui explique le cycle de l'eau sur le territoire du Syndicat de l'Iffernet avec ses 10 communes adhérentes, les diverses ressources en eau alimentées par l'usine du Tréboulou, le pompage de l'Iffernet et le puits de Loubéjac, le stockage avec ses 7 réservoirs et les 280 kilomètres de canalisations qui permettent de desservir les 2900 clients du service de l'eau. Après lecture de cette lettre, on comprend mieux les rapports entre le syndicat de l'Iffernet ( le maître d'ouvrage et propriétaire des infrastructures ), la Lyonnaise des Eaux ( chargée de la gestion quotidienne des installations ) et l'Agence de l'Eau Adour-Garonne qui perçoit des redevances destinées à la lutte contre la pollution et à la préservation des ressources en eau.

Nous avons eu droit également aux bilans de la qualité de l'eau aux trois points de captage ( le Tréboulou, l'Iffernet et le puits de Loubéjac ) où l'on constate une nette augmentation des nitrates au captage de Loubéjac, conséquence d'une activité agricole plus développée sur ce secteur...une

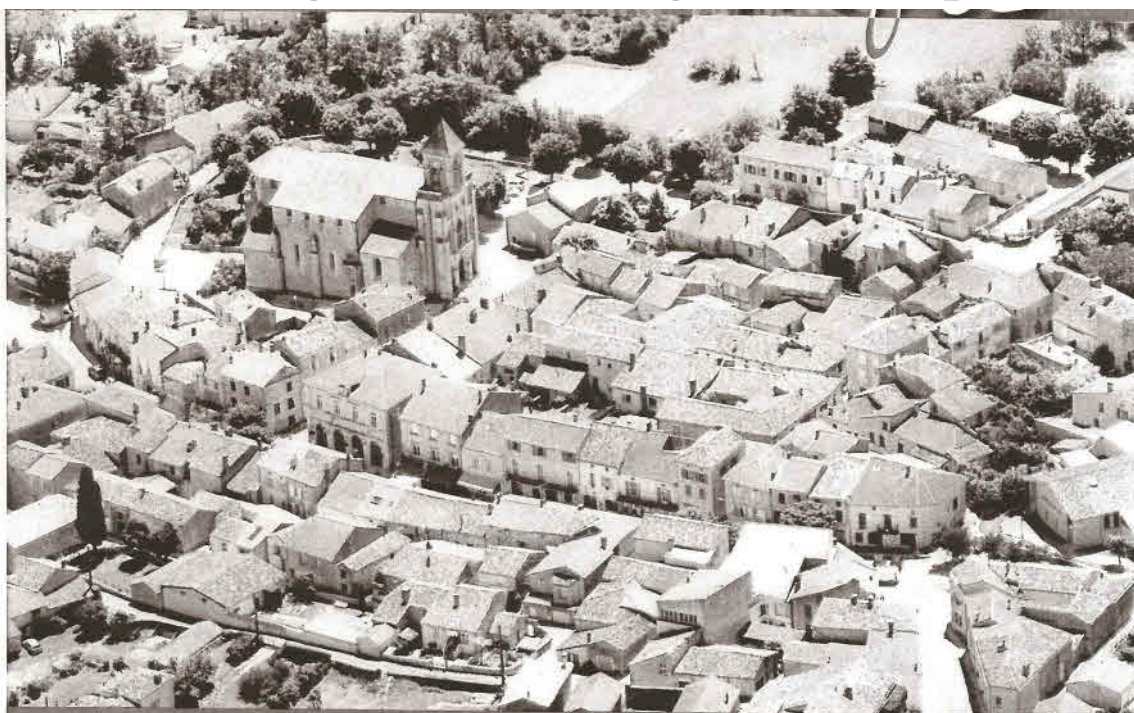
agriculture qui se soucie peu des conséquences des différents intrants déversés sur les sols et qu'on retrouve dans les nappes ou les rivières souterraines.

On ne peut que féliciter le Syndicat de l'Iffernet et la Lyonnaise pour cet effort pédagogique que notre association avait demandé en début d'année. Une journée « portes ouvertes » pour visiter l'usine du Tréboulou a même été organisée le 9 juin dernier. Cette journée a été un fiasco prévisible : comment espérer un franc succès en choisissant un mercredi, en plein milieu de semaine, pour une telle journée ?

En revanche, on peut regretter le silence sur les augmentations de tarifs considérables depuis un an ( 38 % ) qui nous avaient fait réagir vivement dans notre Caselle de décembre 2010. Un petit mot d'excuse et d'explications aurait été la moindre des corrections à l'égard des 2900 clients pénalisés par ces augmentations subites. La lettre d'information s'est contentée d'un bref rappel des 5 kilomètres de canalisations en renouvellement sur 3 ans pour un coût global de 300 000 euros. Chez ces gens-là, la culture du mot d'excuse n'est pas de mise : on baigne plutôt dans la culture du fait accompli, l'œil rivé sur le cours de l'action de la Lyonnaise pour satisfaire les actionnaires soucieux de voir s'accroître leurs profits.

Daniel Pasquier

## Aménagement du bourg de Lalbenque



*Aménagement du bourg...  
Un projet pour Lalbenque*

Le 28 juin dernier, la municipalité avait invité la population à une première réunion de concertation autour des différents projets concernant le réaménagement du bourg de Lalbenque. L'assistance était assez fournie ( une centaine \*\*\*\*\* AS EL 5 \*\*\*\*\*

de personnes ), le bureau d'études ( eh oui, encore un ! ) a fait la présentation de l'état des lieux et des projets possibles ( sens de circulation, aménagements des trottoirs, largeur des rues... ) et les débats furent vifs, à la hauteur des enjeux importants pour l'avenir du village. Une autre rencontre est prévue à l'automne.

L'AS'EL donnera sa position sur ce sujet dans son prochain numéro mais tient à faire part du malaise éprouvé par beaucoup à la sortie de cette réunion publique. On avait annoncé cette rencontre comme une réunion de concertation mais les participants ont vite réalisé que les décisions semblent être déjà prises, que le bureau d'études a travaillé dans le sens souhaité par la mairie et qu'il ne s'agit plus que de « communiquer » avec les lalbenquois pour les faire accepter les différents projets. Drôle de façon de concevoir le sens du verbe « se concerter ».

Voilà bien un exemple supplémentaire qui montre la nécessité de mettre en place des commissions extra-municipales qui peuvent travailler en amont, recueillir les souhaits des habitants et en débattre avec les élus. Et nous sommes là encore devant un projet qui nécessiterait la mise en place d'un référendum local pour décider ensemble de l'avenir du village.

Affaire à suivre de près. L'AS'EL invite les habitants qui le souhaitent à aller consulter cette étude à la mairie et à donner leurs avis sur le registre mis à la disposition de ceux qui veulent s'exprimer sur ce sujet.

Pour terminer, l'AS'EL aimerait poser une question : qu'est devenue cette étude réalisée il y a une dizaine d'années, qui proposait déjà un réaménagement du bourg et qui a coûté fort cher ( plusieurs dizaines de milliers d'euros ) ? A priori, on l'a remise dans les cartons car elle ne devait pas aller dans le sens souhaité par la mairie de Lalbenque. L'AS'EL peut se la procurer quand elle le souhaite et en fera probablement état dans son prochain numéro. On imagine que, ce coup-ci, le bureau d'études choisi a dû être drivé en amont pour pouvoir aller dans le bon sens... le sens souhaité par l'équipe municipale en place... Encore de l'argent gaspillé inutilement ! Si on faisait un jour le bilan de toutes ces études réalisées à Lalbenque depuis une vingtaine d'années et qui sont restées lettre morte, nous resterions médusés devant les sommes faramineuses englouties inutilement pour le plus grand bonheur de ces officines qui se donnent le nom pompeux de « bureaux d'études » ! C'est ce qu'on appelle la « studioburite », une maladie dont le nom a été inventée par la Caselle il y a quelques années, une maladie qui fait toujours autant de ravages et dont les élus semblent peu se préoccuper. On viendra nous dire ensuite qu'il n'y pas d'argent pour aider à la préservation du petit patrimoine !

Daniel Pasquier

## LA VIEILLE DAME ET LA CAISSIÈRE



À la caisse d'un super marché, une vieille femme demande un sac en plastique pour ranger ses achats. La caissière lui reproche alors de ne pas se mettre à « l'écologie » et lui dit : "Votre génération ne comprend tout simplement pas le mouvement écologique. Seuls les jeunes vont payer pour la vieille génération qui a gaspillé toutes les ressources!" La vieille femme s'excuse auprès de la caissière et lui explique: " Je suis désolée, mais, de mon temps, nous n'avions pas de mouvement écologique."

Alors qu'elle quitte le magasin, la mine déconfite, la caissière en rajoute une couche et lui lance:

" Ce sont des gens comme vous qui ont ruiné toutes les ressources à notre dépens. C'est vrai, vous ne considérez absolument pas la protection de l'environnement dans votre temps! " La vieille dame admet qu'à l'époque, on retournait les bouteilles de lait, les bouteilles de Coke et de bière au magasin. Le magasin les renvoyait à l'usine pour être lavées, stérilisées et remplies à nouveau; on utilisait les mêmes bouteilles à plusieurs reprises. À cette époque, les bouteilles étaient réellement recyclées, mais on ne connaissait pas le mouvement écologique.

De mon temps, on montait l'escalier à pied : on n'avait pas d'escaliers roulants dans tous les magasins ou dans les bureaux. On marchait jusqu'à l'épicerie du coin aussi. On ne prenait pas sa voiture à chaque fois qu'il fallait se déplacer de deux rues. Mais, c'est vrai, on ne connaissait pas le mouvement écologique. À l'époque, on lavait les couches de bébé; on ne connaissait pas les couches jetables. On faisait sécher les vêtements dehors sur une corde à linge, pas dans une machine avalant 3000 watts à l'heure. On utilisait l'énergie éolienne et solaire pour vraiment sécher les vêtements qui passaient d'un frère ou d'une soeur à l'autre. Mais, c'est vrai, on ne connaissait pas le mouvement écologique. À l'époque, on n'avait qu'une TV ou une radio dans la maison; pas une télé dans chaque chambre. Et la télévision avait un petit écran de la taille d'une boîte de pizza, pas un écran de la taille de l'État du Texas. Dans la cuisine, on s'activait pour fouetter les préparations culinaires et pour préparer les repas; on ne disposait pas de tous ces gadgets électriques spécialisés pour tout préparer sans efforts et qui bouffent des watts autant qu'EDF en produit. Quand on emballait des éléments fragiles à envoyer par la poste, on utilisait comme rembourrage du papier journal ou de la ouate, dans des boîtes ayant déjà servies, pas des bulles en mousse de polystyrène ou en plastique. À l'époque, on utilisait l'huile de coude pour tondre le gazon; on n'avait pas de tondeuses à essence auto-propulsées ou auto-portées. À l'époque, on travaillait physiquement; on n'avait pas besoin d'aller dans un club de gym pour courir sur des tapis roulants qui fonctionnent à l'électricité. Mais, vous avez raison: on ne connaissait pas le mouvement écologique.

À l'époque, on mangeait les légumes du jardin au lieu de venir les acheter dans ton supermarché. On buvait de l'eau à la fontaine quand on avait soif; on n'utilisait pas de tasses ou de bouteilles en plastique à jeter à chaque fois qu'on voulait prendre de l'eau. On remplissait les stylos plumes dans une bouteille d'encre au lieu d'acheter un nouveau stylo; on remplaçait les lames de rasoir au lieu de jeter le rasoir après chaque rasage. Mais, c'est vrai, on ne connaissait pas le mouvement écologique. À l'époque, les gens prenaient le bus, le métro et les enfants prenaient leur vélo pour se rendre à l'école au lieu d'utiliser la voiture familiale et maman comme un service de taxi de 24 heures sur 24. À l'époque, les enfants gardaient le même cartable durant plusieurs années, les cahiers continuaient d'une année sur l'autre, les crayons de couleurs, gommes, taille crayon et autres accessoires duraient tant qu'ils pouvaient, pas un cartable tous les ans et des cahiers à jeter fin juin, de nouveaux crayons et gommes avec un nouveau slogan à chaque rentrée. Mais, c'est vrai, on ne connaissait pas le mouvement écologique. On avait une prise de courant par pièce, pas une bande multi-prises pour alimenter toute la panoplie des accessoires électriques indispensables aux jeunes d'aujourd'hui...et je pourrais t'en raconter pendant des heures si les clients n'étaient pas pressés de passer à ta caisse. Alors, un peu de modestie, ma petite, et un peu de respect pour les générations avant toi ! »

La vieille dame avait raison : à son époque, on ne connaissait pas le mouvement écologique, mais, sans le savoir, on était écologiste chaque jour de la vie...et c'est le plus important

Conte d'une nuit d'été



## TRIBUNE LIBRE

### Existe-t-il une alternative au capitalisme ?



Crise du capitalisme ou crise financière. Les défis du XXI<sup>e</sup> siècle en Occident.

Depuis plus de 40 ans, on parle de crise économique ou de crise du capitalisme. En fait, ce dernier n'est pas en crise en tant que système. Le capitalisme s'est révélé, à l'échelle planétaire et dans la durée, le système économique le plus satisfaisant, ce qui ne signifie pas que sa manifestation concrète soit en tous points et en tous lieux toujours satisfaisante, tant s'en faut.

En revanche il y a une véritable crise financière et une véritable crise de l'économie occidentale, l'une et l'autre de nature différente.

La **crise financière** relève pour l'essentiel du gangstérisme en col blanc. Avec l'appui d'hommes politiques, de fonctionnaires et d'universitaires, des financiers ont organisé un vaste holdup sur les avoirs et les revenus des popula-

tions à une telle échelle que cela a conduit à une crise des banques et entreprises financières entre elles, telle que l'argent public a dû être mobilisé pour éviter le naufrage des dépôts de tout un chacun. Cette corruption légale n'est surpassée que par la corruption de très nombreux régimes politiques à travers le monde et dans les deux cas en toute impunité.

La solution passe par un retour à l'honnêteté, ni plus ni moins, des gouvernants et une lutte implacable contre toutes les corruptions légales en Occident et criminelles ailleurs.

Sans cette remise en ordre, aucun des problèmes essentiels, comme la faim, les pandémies, le réchauffement climatique, la destruction des ressources naturelles, le chômage, la santé, etc. ne pourra être résolu.

La **crise économique du capitalisme en Occident** est la crise de la position dominante de l'Occident dans

l'économie mondiale : en gestation depuis la crise pétrolière elle connaît une étape décisive avec l'émergence de nouveaux pôles économiques puissants et très compétitifs qui lui ravissent sa position de monopole.

Depuis le début du capitalisme occidental au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Occident a vécu dans une situation de domination et a largement exploité le reste du monde ; après la Seconde Guerre mondiale, le monde dominé s'est émancipé progressivement de la tutelle occidentale et de ses dictateurs permettant à des entrepreneurs locaux et internationaux d'amorcer le développement économique de ces pays. Mais ceux-ci sont très loin d'avoir une superstructure, pour employer un terme marxiste, aussi évoluée que le nôtre et permettent le développement d'un capitalisme très souvent brutal, et dont les produits viennent concurrencer les nôtres. Ce faisant il bouleverse nos équilibres sociaux.

Le mécanisme est simple. Dans les pays de l'OCDE, un travailleur coûtant 100 (charges sociales et fiscales incluses) fait le même travail qu'un travailleur coûtant 20 (charges sociales et fiscales incluses) hors de l'OCDE, parce que les équilibres sociaux sont totalement différents. Mais ces produits arrivent sur les marchés de l'OCDE et rompent un équilibre construit au cours de dizaines d'années passées en combat démocratique et luttes sociales. C'est alors la crise, la vraie, c'est-à-dire le chômage pour tous les travailleurs qui ont des concurrents dans les pays accédant au capitalisme.

Cette crise se résoudra lorsque les pays hors OCDE ayant réalisé leur mutation vers des régimes démocratiques évolués auront des standards de rémunération et de services publics comparables aux nôtres entre 2030 et 2100 ! D'ici là il reste beaucoup à faire dans les pays développés pour faire face.

La **première des urgences** est de conserver notre avance en termes de productivité au sens large qui seule justifie les standards de vie actuels ; cela signifie que nous (les producteurs de tout type) devons rester capables de faire des choses que les autres ne peuvent faire aussi bien, justifiant ainsi notre niveau de vie. Quand un travailleur occidental fait 3 fois plus vite la même chose qu'un travailleur hors OCDE, il justifie un coût global 3 fois plus élevé. S'il fait quelque chose où il n'a pas de concurrent, il peut avoir le cout global maximum accepté par le marché. Cela s'obtient in fine par la qualité de la formation donnée aux enfants et aux salariés, la maîtrise de la télévision et des jeux vidéo (qui infantilisent et bloquent le développement mental et intellectuel des enfants et des adolescents) leur bonne santé,

leur goût au travail et à l'effort, par l'efficacité de la Recherche & Développement publique et privée et grâce au dynamisme des entrepreneurs encouragés par la collectivité (moralement et éventuellement financièrement).

La **seconde des urgences** est de maintenir le pacte social, c'est-à-dire la croyance dans le fait que notre pays ne nous abandonnera pas. La société doit être en mesure d'assurer un minimum décent à tous ceux qui sont et seront inexorablement déclassés dans la compétition mondiale. Cela implique et impliquera des transferts sociaux massifs qui ne devront en aucune manière mettre en cause la compétitivité de notre pays, ou plus largement des pays occidentaux.

Cette équation est dramatique à résoudre. Si les prélèvements fiscaux et sociaux massifs réclamés par la solidarité nationale entre les inclus et les exclus et entre les générations, découragent les entrepreneurs et les productifs en général, l'échec sera général. Les plus démunis subiront la loi du marché mondial et l'économie occidentale sera balayée par les forces du marché mondial, aussi longtemps que l'équilibre général ne sera pas rétabli par l'équilibre des productivités relatives.

On comprend aisément que la marge est étroite ; la crise financière actuelle montre que le « choix » fait de financer cet ajustement par l'emprunt (les salariés s'endettent pour maintenir leur pouvoir d'achat et L'État finance les déficits de la même manière pour maintenir les transferts sociaux et les services publics) est voué à l'échec, car les exigences des prêteurs ne feront qu'aggraver le problème. Et attention aux faux semblants.

L'idée de se replier sur nos frontières est totalement illusoire tant les économies sont devenues interdépendantes pour le plus grand profit de tous. La fermeture des frontières et c'est la ruine assurée.

La voie de l'économie publique généralisée, qui serait rationnelle donc efficace parce qu'elle serait guidée par le sens de l'intérêt général et non par le profit a montré partout que ce postulat était une pure illusion et ne produisait qu'une bureaucratie ruineuse.

Je vous invite à prendre connaissance d'une initiative de la société civile, Le Pacte Civique (<http://www.pacte-civique.org/wakka.php?wiki=EngagementS>), qui trace la voie d'un engagement personnel et collectif de nature à nous permettre de maîtriser notre avenir.

Philippe Fleury

**BULLETIN D'ADHÉSION:15 euros/an  
ou 20 euros par couple.**

**NOM :**

**Prénom :**

**Adresse:**

**Pour nous contacter:**

*A S E L*

**Mairie de Lalbenque**

**46 230 Lalbenque.**

**Tel: 05 65 31 75 91**

**Ou: 05 65 20 24 89**